

Rami Abou Jamous lauréat du Prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe, 18-19 mai, Lisbonne (Portugal)

Toute l'équipe d'*Orient XXI* est fière de vous annoncer que, lors de sa réunion à Lisbonne le 29 octobre 2025, le jury du Prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe a désigné notre correspondant à Gaza [Rami Abou Jamous](#) comme lauréat de la 31^e édition du Prix.

Lettre ouverte à Jean-Noël Barrot

Lundi 4 mai 2026

J'ai repris la semaine dernière mon journal de bord après quelques ennuis de santé. Je vous en parle car ils en disent long, au-delà de mon cas personnel, sur la situation de tous les Gazaouis.

J'ai souffert d'une douleur à l'œil dont on n'a pu identifier la cause. Même si j'ai réussi à trouver un ophtalmo, il n'avait pas les appareils nécessaires pour pouvoir effectuer l'examen. J'ai eu aussi une crise de goutte très douloureuse qui m'a cloué au lit pendant une bonne semaine. Cette affection peut paraître paradoxale dans un territoire soumis à la malnutrition, mais elle n'est pas seulement liée à une nourriture trop riche. Elle est aussi provoquée par la surconsommation de légumes secs comme les lentilles. Et les lentilles, pour moi comme pour les autres habitants de Gaza, c'est notre plat quotidien...

Pendant cette période d'inaction, j'ai passé le temps en regardant l'actualité sur mon téléphone portable, grâce aux quelques connexions qui fonctionnent encore. J'ai vu une vidéo qui m'a causé un choc dont je ne me remets toujours pas. J'ai entendu le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, citer le 9 avril devant le Sénat une formule connue de Golda Meir, première ministre israélienne de 1969 à 1974 : « *Nous pouvons pardonner aux Arabes d'avoir tué nos enfants. Nous ne pouvons pas leur pardonner de nous avoir obligés à tuer leurs enfants.* » Pour le ministre des affaires étrangères, cette phrase absurde illustre « *l'éthique humaniste et universaliste d'Israël* » !

J'étais si choqué que j'ai bondi hors de mon lit, malgré la douleur. Je croyais avoir mal compris. J'ai cherché l'intégralité de la vidéo, je l'ai visionnée plusieurs fois pour vérifier si cette partie du discours n'avait pas été coupée de son contexte. J'ai eu les larmes aux yeux de désespoir quand j'ai compris que Barrot, appuyant chaque syllabe pour montrer sa conviction, opposait « *l'humanisme* » de Golda Meir à la récente loi israélienne imposant la peine de mort pour les seuls Palestiniens. Si on suit le ministre, les Israéliens n'ont pas le droit de pendre des gens, mais ils peuvent tuer des enfants. Parce qu'ils y sont obligés. J'ai dit à Sabah, ma femme : « *Tu crois qu'en restant à Gaza, nous obligeons les Israéliens à tuer nos enfants ?* » Elle m'a regardé avec des yeux ronds. Je lui ai expliqué ce qu'il en était, mais elle ne voulait toujours pas croire qu'un ministre français ait pu dire ça.

J'ai donc décidé d'envoyer une lettre ouverte à Jean-Noël Barrot.

Monsieur le ministre,

Vous êtes la voix de la France. Et nous, les Palestiniens, nous ne comprenons pas que la France nous insulte. Comprenez-vous même ce que signifiait cette citation ? Comprenez-vous qu'elle résume l'esprit colonial en quelques mots ?

Golda Meir disait à la face du monde que les véritables victimes des massacres commis depuis 1948 n'étaient pas les morts, y compris les enfants morts, mais ceux qui les avaient tués. Elle justifiait ainsi l'occupation et la colonisation. Selon elle, « les Arabes » – puisqu'elle niait l'existence d'un peuple palestinien – devaient accepter d'être colonisés, ainsi on n'aurait pas besoin de les tuer, ainsi que leurs enfants.

En exhumant ces mots vieux de plus de cinquante ans, vous justifiez l'occupation d'aujourd'hui. Elle ne cesse de s'étendre, en Cisjordanie, à Gaza et dans une partie du Liban et de la Syrie. Vous validez les massacres qui continuent sans relâche. Et vous nous dites que nous devons être des victimes gentilles, des animaux dociles, des moutons qu'on a le droit d'enfermer derrière des murs. Et si on bouge, il est normal de tuer nos enfants. Les tueurs représentent une humanité supérieure, à laquelle nous n'avons pas accès : ils sont capables de nous « *pardonner d'avoir tué leurs enfants* » et ils sont tristes d'avoir à tuer les nôtres.

À ma connaissance, le président de la République n'a pas réagi à vos propos, ce qui vaut validation. Apparemment, pour le chef de l'État, toute parole en soutien d'Israël est autorisée, même la plus extrême. Quel contraste avec la réaction d'un ancien président français aux propos de son premier ministre, qui étaient loin d'atteindre le degré d'absurdité des vôtres. En 1999, je m'en souviens très bien, Jacques Chirac avait sévèrement recadré son premier ministre de cohabitation, Lionel Jospin, qui lors d'une visite en Israël et en Palestine, avait traité le Hezbollah de « *terroriste* », s'opposant ainsi frontalement à un accord auquel la France participait¹. Le lendemain, à l'université de Birzeit à Ramallah, Jospin avait dû s'enfuir piteusement sous le caillassage des étudiants. Dès son retour à Paris, il s'était vu sommé d'appeler le président avant le lendemain matin, pour se faire passer un savon.

Jacques Chirac n'avait pas supporté cette scène humiliante pour la diplomatie française. Aujourd'hui, Emmanuel Macron ne s'émeut pas que vous tourniez celle-ci publiquement en ridicule, en reprenant les slogans les plus éculés de la propagande sioniste. Mais votre prestation devant le Sénat n'était pas seulement risible. Vous avez normalisé le narratif israélien, qui prétend que son armée ne fait que se « défendre » en agressant la Palestine, le Liban, la Syrie et l'Iran. Les victimes, disent les Israéliens, c'est nous. Tout le monde veut nous tuer, donc nous avons le droit de tuer tout le monde en Cisjordanie, à Gaza et partout ailleurs. Enfants compris.

Puisque vous êtes amateur de citations de Golda Meir, vous connaissez certainement la suite de la phrase dont vous vous êtes fait l'écho : « *Nous n'aurons pas la paix avec les Arabes, nous l'aurons que lorsqu'ils aimeront leurs enfants plus qu'ils ne nous détestent.* »

Je vais vous faire une révélation : nous aimons nos enfants. Nous protégeons nos enfants avec nos mains nues, nous avons peur pour nos enfants, mais l'occupation les prive même de ce qui devrait être le plus simple et élémentaire : une enfance normale. Vous n'avez pas vu ce qu'il s'est passé pendant le génocide à Gaza ? Combien d'enfants sont morts déchiquetés par les bombes, enfouis dans les bombardements de maisons qui abritaient des familles entières, souvent uniquement des femmes et des enfants ? Savez-vous que depuis le soi-disant « cessez-le-feu » d'octobre 2025 plus de cent enfants ont été tués par Israël dans la bande de Gaza ? Vous pensez que nous, les Palestiniens, nous avons « obligé » l'armée israélienne à les assassiner ? Vous pensez que les colons qui, en 2015, ont brûlé vif avec ses parents le petit Ali Dawabcheh – un bébé de 18 mois – à Douma, en Cisjordanie, ont été « obligés » d'incendier leur maison ? Vous pensez que les Palestiniens ont « obligé » l'armée israélienne à cribler de balles à Gaza en janvier 2024 la petite Hind Rajab, 6 ans, qui avait appelé à l'aide pendant trois heures, coincée dans une voiture au milieu des cadavres de sa famille ? Vous pensez que le 21 avril 2026, les habitants d'Al-Moughaïr, en Cisjordanie ont « obligé » un réserviste de l'armée israélienne à abattre d'une balle dans la tête Hamdi Al-Nassan, 14 ans, devant son école ? Savez-vous qu'il y a 350 mineurs dans les prisons israéliennes, selon les organisations de défense des prisonniers ?

Nos enfants ne trouvent pas à manger parce qu'il y a un blocus à Gaza. Nos enfants sont nés dans des tentes parce que les Israéliens nous ont déplacés plusieurs fois, et détruit nos maisons. Nos enfants naissent et grandissent dans la souffrance. Ils doivent souvent passer des barrages humiliants pour aller à l'école. Ils n'ont pas d'avenir parce qu'en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, il leur sera interdit de construire une maison. Et à Gaza, il n'y en a plus, des maisons. En Cisjordanie, les enfants sont tabassés et parfois assassinés par des milices de colons fanatiques protégées par l'armée. Nos enfants sont des fleurs. Des fleurs fragiles qui poussent dans une terre arrosée de larmes et de souvenirs. On essaye de les protéger comme on peut, à mains nues face aux chars, aux avions de chasse, aux bombes, aux drones, aux snipers et aux colons armés jusqu'aux dents. C'est l'occupation qui arrache nos fleurs une par une pour s'approprier tout le jardin.

Monsieur le ministre,

Nous ne pouvons pas protéger nos enfants. Les Israéliens les tuent. Pas parce qu'on les y oblige, comme votre absence totale de réflexion vous le fait croire. Mais parce qu'ils savent que ces enfants, s'ils les laissent grandir, deviendront des défenseurs de la Palestine. Renseignez-vous sur le nombre de mineurs tués par Israël depuis 1948 jusqu'à nos jours, en Palestine, au Liban. Et comprenez enfin que ces meurtres découlent d'une vision coloniale. Trois semaines plus tard, je suis encore effondré par vos paroles. Je n'arrive toujours pas à comprendre comment vous avez pu entraîner la diplomatie française dans ce désastre. Pour nous, Palestiniens, la France était une représentante éminente du respect du droit international et des valeurs humaines. C'est ce que j'ai appris quand j'étudiais en France : la vie humaine est centrale. Apparemment, tout cela, c'est fini. À Gaza, beaucoup de gens sont au courant. Votre vidéo circule sur les réseaux sociaux. Mes amis, qui savent que je connais bien la France, au point de me voir parfois comme le représentant

de votre pays à Gaza, ne cessent de me demander : « *Mais qu'est-ce qu'il se passe ? Comment la France peut-elle dire des choses pareilles ?* »

Vous, Monsieur le ministre, comme le monde entier d'ailleurs, vous pouvez savoir ce qu'il se passe en Palestine. Les images circulent en boucle sur les réseaux sociaux. Chacun peut voir la colonisation de ses propres yeux, mais apparemment, il y a des gens qui n'ont pas les yeux propres. Chacun peut entendre de ses propres oreilles les appels à l'annexion des dirigeants israéliens, mais apparemment il y a des gens qui n'ont pas les oreilles propres.

Monsieur le ministre, vous pouvez encore, dans votre pays, écouter les témoignages des Français qui se sont défendus pendant la dernière guerre. Et qui n'ont obligé personne à tuer des enfants français. Mais peut-être ne savez-vous pas ce qu'est une occupation. C'est la pire des choses. L'occupation n'a pas besoin de justification, n'a pas besoin de prétexte. L'occupation, ça veut dire les massacres, les crimes, les tueries, et tuer les enfants avant les adultes pour empêcher l'avenir.

Je ne sais pas si vous avez des enfants. J'ai deux fils. J'essaie de les protéger contre les massacres israéliens depuis leur premier jour. Ils ont de la chance, ils sont parmi les survivants de ce génocide. Ils sont toujours vivants, mais on ne sait jamais.

L'occupation engendre la résistance. La résistance militaire est légitime. Vous le savez bien, et vous l'avez démontré récemment. Quand je vous ai entendu, le 20 avril, annoncer l'appui de la France à un tribunal international, j'ai cru un instant que vous parliez de Gaza. Ce tribunal, disiez-vous, devrait juger « *les massacres, les déportations d'enfants, les attaques sur les civils, le meurtre de journalistes et tous les crimes de guerre, mais aussi la planification et la mise en œuvre de cette guerre d'agression coloniale, injustifiable et injustifiée* ». Ah non, vous parliez de la Russie.

Votre humanité a une couleur, le blanc, et une géographie, l'Europe.